

LE TERRIEN

Entretien Le Terrien

<https://leterrien.fr/focus/lecologie-radicale-cest-maintenant-vital/>

« L'écologie radicale, c'est maintenant vital »

Dimanche 26 avril, 2020



Anne Fremaux est agrégée de philosophie et docteure en écologie politique (Queen's University, Belfast). Elle est l'auteur de *La nécessité d'une écologie radicale*, (éd. Sang de la terre, 2011), *L'ère du Levant* (Rroyzz, 2006) et *After the Anthropocene* (Palgrave macMillan, 2019 –non traduit). Elle vit entre Grenoble et Paris.

- Vous êtes une philosophe passionnée d'écologie. Quelle lecture faites-vous de la crise que nous vivons ?

Bonjour, je vous remercie pour votre proposition d'interview. Je travaille depuis plus de dix ans sur la question écologique et j'observe que la situation, liée à une « hyperconsommation » incompatible avec le caractère fini des ressources et le temps long nécessaire à leur renouvellement naturel, ne fait que s'aggraver. Cette crise met en avant, bien sûr, le **caractère absurde et finalement contreproductif de nos échanges mondialisés**, que les écologistes dénoncent depuis bien longtemps : « est-il normal qu'un yaourt aux fraises parcoure 9000 km avant d'arriver dans nos frigos », entendait-on déjà dans les années 1990. Cet exemple est généralisable à l'ensemble des biens de consommation, masques sanitaires et médicaments compris. Dans une optique de développement durable, cette mondialisation des échanges pose des problèmes d'ordre économique (dépendance par rapport aux autres pays), sociaux (dumping social, non respect des droits-humains) et écologique (émissions de gaz à effets de serre liés aux transports, pollution, exploitation et destruction des pays plus pauvres). Depuis longtemps, les écologistes préconisent une **relocalisation de l'économie et une politique de décentralisation** digne de ce nom qui permette aux territoires de développer leurs richesses et leur potentiel sans dépendre des choix idéologiquement orientés faits par l'État central – sans parler de l'UE qui est devenue une courroie de transmission de l'ordre néolibéral.

Le coronavirus pose aussi un autre problème qui est, cette fois, nettement moins abordé en France et fait souvent l'objet de résistances en raison, peut-être, de notre héritage cartésien : c'est **le rapport au vivant**. La crise nous rappelle qu'à force de ne pas respecter les autres formes de vie, à force d'envahir les forêts, de détruire l'habitat des autres espèces, de manipuler le vivant, nous créons les conditions idéales pour la prolifération de nouveaux agents pathogènes.

On sait aujourd'hui que la majorité des nouvelles maladies virales qui affectent l'humain, le sida, Ebola, Mers et SRAS inclus, sont issues du contact entre l'homme et l'animal. Elles émergent quand des écosystèmes sauvages sont envahis (déforestation), sous la pression démographique ou en raison de la recherche de profit. Leur transmission est facilitée dans le reste du monde par l'intensité des échanges planétaires et des voyages en avion. De même, quand les animaux d'élevage sont entassés dans des fermes industrielles en dépit de tout principe moral (et de bon sens ?), de nouvelles maladies comme la grippe porcine ou la grippe aviaire se répandent. Le réchauffement climatique, quant à lui, entraîne la prolifération de moustiques dans des zones jusque là protégées, propageant les virus de la dengue ou du chikungunya, ce dernier commençant à alarmer les autorités sanitaires américaines.

Le manque de respect pour le vivant et la mondialisation sont à l'origine de cette pandémie. Elle est l'un des symptômes de la **crise anthropogénique** (créée par l'homme) que nous traversons, connue sous le nom d'Anthropocène, cette ère géologique potentielle que l'on définit parfois à tort comme celle du primat de l'homme sur la nature. Cette période est plutôt, comme je le décris dans mes travaux de recherches, celle du « retour de la nature » sous la forme de catastrophes et de dangers en tous genres. Elle se caractérise par la création du risque permanent (ce que Ulrich Beck appelait « la société du risque ») : nous vivons dans des sociétés industrielles dans lesquelles le progrès social est associé à la création de nouvelles technologies dont nous ne maîtrisons pas forcément les conséquences (comme le réchauffement climatique, le nucléaire, Les nanoparticules, la 5G, etc.). Que faire avec ces risques ? Faut-il apprendre à aimer « nos monstres » et à vivre avec comme nous y invite Bruno Latour ou au contraire adopter une attitude de prudence à l'égard de ces « avancées » ? Nous pouvons continuer à croire au superpouvoir de l'homme sur la nature mais cela pourrait être à nos dépens... voire même au prix de la survie de l'espèce humaine dans un environnement qui lui est favorable (celui qui a particulièrement caractérisé l'holocène, soit 11700 années pendant lesquelles les civilisations humaines ont pu se développer).

La crise actuelle met en avant la **vulnérabilité de sociétés humaines hautement**

interdépendantes, de services publics très fragilisés par des décennies de politique néolibérale qui ont ébranlé ce qui constitue le socle du bien commun. Elle met en relief le fait que tous les êtres vivants sont interdépendants et que l'on ne peut pas maltraiter les autres espèces ou les écosystèmes sans en subir un jour les conséquences. Elle met également à jour la fausseté du mythe de l'individualisme : c'est grâce à la société que nous survivons, grâce au travail – il y a encore peu méprisé par le pouvoir mais aujourd'hui salué – des éboueurs, caissiers, routiers, postiers, infirmiers, médecins, enseignants, etc. qui créent le liant de la communauté. Sans leur dévouement aujourd'hui, tout s'effondrerait.

- Vous prônez une écologie radicale. Ça fait mal, l'écologie radicale ?

Vous faites sans doute référence ici au titre de l'un de mes ouvrages, *La nécessité d'une écologie radicale* (Sang de la terre, 2011). Je ne renie pas ce titre donné par mon éditeur si l'on considère le terme « radical » dans son sens premier, c'est-à-dire comme le fait de prendre les choses à la racine. Pour répondre plus précisément à votre question : non, l'écologie radicale, cela ne fait pas mal. **Ce qui fait mal, c'est une économie déconnectée des réalités concrètes qui impose la concurrence**, la performance et le moins-disant social à l'ensemble de son corps social. Ce qui fait mal, c'est une économie et une idéologie destinées à enrichir les 1 % au détriment du reste du monde et au prix d'une dégradation écologique et sociale dont ne mesurons pas encore l'ampleur.

L'écologie radicale telle que je la propose, en revanche, invite à reconstruire nos sociétés autour du vivre-ensemble, d'un nouveau système de valeurs fondé sur le *care* et le *share* (le « prendre soin » et le partage), la sobriété et le temps partagé. **La décroissance** n'est pas un système de pensée idéaliste comme elle est souvent caricaturée : c'est une réalité matérielle. On peut soit l'anticiper en organisant une décroissance ciblée (des secteurs les moins utiles socialement), soit la subir, et là c'est l'effondrement économique. Les décroissants le disent souvent : « votre récession n'est pas notre décroissance ». La décroissance part du principe, reconnu par des économistes notables tels que Tim Jackson ou Herman Daly, qu'une croissance infinie dans un

monde fini n'est tout simplement pas possible. C'est une vérité scientifique connue depuis les travaux de Georgescu Roegen et le rapport Meadows « Halte à la croissance » (1972) dont on n'a jamais tenu compte car dans le monde abstrait de l'économie orthodoxe, la nature est considérée comme une donnée périphérique.

Il faut ouvrir le débat sur l'utilité de la croissance : celle-ci — en termes absolus et non pas « la croissance de la croissance » telle qu'on la mesure aujourd'hui— ne fait qu'augmenter depuis l'après-guerre. Nous n'avons jamais été aussi riche. Mais que faisons-nous de cette richesse ? Nous produisons des biens superflus et inutiles, nous organisons l'obsolescence programmée de nos produits industriels. Nous croulons sous le poids des déchets (que nous envoyons soit dit en passant dans les pays pauvres pour nous en débarrasser), nous polluons les sols et les rivières, nous éradiquons la biodiversité et nous créons de la pauvreté en alimentant le dogme de la compétition et de la guerre de tous contre tous.

Franchement, qu'est-ce qui fait le plus mal ? les écologistes disent depuis longtemps qu'un retour à une **économie durable** équivaldrait à revenir au taux de production des années 70. Est-ce le retour au moyen-âge ou à l'âge de la bougie comme le soutiennent nos adversaires ? Grâce au progrès technologique réalisé depuis cette époque et à une meilleure répartition des richesses, nous pourrions très bien vivre à ce niveau de production et même éradiquer le problème de la faim dans le monde. La question n'est plus d'augmenter encore la taille du gâteau, comme le soutiennent les (néo)libéraux mais de décroître de manière sélective (en privilégiant la croissance des productions civilisationnelles, comme le savoir, l'éducation, la santé, etc.) et de mieux répartir les richesses existantes. Cela implique, bien évidemment, de renoncer à l'hyperconsommation, de mettre en œuvre des circuits courts, de favoriser le recyclage, les productions locales, de mettre en place des infrastructures plus simples, plus sobres, moins consommatrices d'énergie.

La baisse du niveau de production et de consommation pourrait aller de pair avec un **gain de temps libre** que nous pourrions consacrer aux nôtres, à la société, au bien commun, à la politique

ou tout simplement à notre épanouissement personnel. Nos sociétés actuelles sont matériellement riches mais anxiogènes, inégalitaires, sources de pathologies diverses (les maladies de civilisation) et, comme le montrent toutes les études, elles ne rendent pas heureux. C'est le fameux **paradoxe d'Easterlin (ou paradoxe de l'abondance)**. Notre hypermodernité est totalement à repenser, comme le montre la crise du coronavirus actuelle. Elle ne satisfait pas le besoin de sens et de bien-être des individus et nous met même en danger. Il nous faut absolument **changer nos imaginaires** (« décoloniser l'imagination » disait Latouche), revoir les paradigmes économiques, moraux et sociétaux qui nous gouvernent comme par exemple la croyance dans les bienfaits et les vertus de la croissance *per se* ou de l'accroissement indifférencié du PIB. Il faut remettre en cause le TINA thatchérien (*There is no alternative*). La science économique actuelle est devenue aussi dogmatique qu'une religion. Or, il y a d'autres modes d'organisation possibles, d'autres façons de produire et de consommer, d'autres façons de vivre ensemble possibles que celles que nos dirigeants nous imposent.

Le changement de société doit s'accompagner de réformes institutionnelles profondes : le passage, en France, à une **Vie république écologique et sociale** qui redonnerait une place digne de ce nom à la *vox populi* en organisant des forums publics et de l'éducation populaire (conférences de citoyens), en transférant le pouvoir vers les régions, les départements et les municipalités (décentralisation) et en permettant la relocalisation des industries et des moyens de production alimentaire. Une nouvelle constitution, inspirée des travaux sur la jurisprudence de la terre (*Earth Jurisprudence*), garantirait le respect des écosystèmes et des droits sociaux. Ce sont là des éléments constitutifs du **républicanisme écologique et social** que je défends dans mon livre récent, *After the Anthropocene : Green Republicanism in a post capitalist world* (Palgrave Macmillan 2019), inspiré de ma thèse de doctorat. Contrairement à la caricature qui en est faite dans les médias, la décroissance n'est pas misanthropique. L'écocentrisme, qui consiste à placer la préservation des écosystèmes au centre de nos préoccupations, non plus. Ce sont des matrices de pensée humanistes qui visent à garantir de meilleures conditions de vie pour l'humanité dans un monde écologiquement interconnecté et aux ressources précieuses et limitées.

- Cette philosophie s'inscrit-elle dans la mouvance de la collapsologie ?

La collapsologie a d'abord été le fait de penseurs inspirés par la pensée catastrophiste (Hans Jonas et Jean-Pierre Dupuy par exemple). Il s'agissait alors de mettre la science des prédictions hypothétiques au service d'une « heuristique de la peur ». Sur ce point, je partage l'idée, héritée de Günther Anders et défendue par Jean-Pierre Dupuy, que **nous ne croyons pas ce que nous savons**. En d'autres termes, le savoir scientifique, lorsqu'il est dénué d'emprise émotionnelle, n'est pas suffisant pour motiver les individus à agir. Il faut qu'ils soient touchés dans leurs affects afin de réaliser l'ampleur des phénomènes et afin d'agir. Le catastrophisme – plutôt que la catastrophe - est alors nécessaire pour nous conduire à réagir. C'est une façon de reconsidérer, à nouveaux frais, le pari pascalien : si l'effondrement est possible, il faut le considérer comme certain afin d'être sûr de l'éviter. Cela a donné naissance à l'idée que **la peur est nécessaire pour nous faire prendre conscience de la situation et éventuellement nous mettre en mouvement**. La peur a cependant un double tranchant : elle peut également mener à des dérives autoritaires (la recherche du sauveur et l'acceptation de mesures autoritaires). Je partage, sur ce point, la thèse de Naomi Klein dans son ouvrage *La Stratégie du choc* (2008) : le système capitaliste se nourrit des crises qu'il produit. On l'a bien vu en 2008 qui a été l'occasion d'approfondir les politiques qui avaient conduit à la crise. Aujourd'hui, la situation liée au coronavirus et tout particulièrement le ralentissement imposé de l'économie pourraient devenir un prétexte en faveur de politiques « austéritaires » et autoritaires. Au lieu de reconnaître leurs erreurs, les néolibéraux qui nous dirigent en appellent au sacrifice individuel pour relancer la sacro-sainte croissance, ce mythe qui dirige nos sociétés et justifie tous ses errements (inégalités, chômage de masse, destructions écologiques, etc.).

La nouvelle génération de collapsologues pense également l'effondrement comme inéluctable mais ne conçoit pas, comme Dupuy, que l'on pourra l'éviter en l'anticipant. Le niveau de complexité de nos sociétés est en effet tel que les bouleversements écologiques, économiques et financiers pourraient bien emporter avec eux notre civilisation. Le constat étant posé, **il s'agit alors de se préparer à l'effondrement et de s'y adapter** (en utilisant, par exemple,

les outils d'écopsychologie développés par Joanna Macy dans « le Travail qui Relie »). La collapsologie ne cherche donc pas à éviter l'effondrement qu'elle pense inéluctable, mais plutôt à l'accompagner et à le documenter scientifiquement.

De mon point de vue, la pensée de l'effondrement, aussi légitime soit-elle, n'est pas forcément très mobilisatrice, d'autant plus qu'on est incapable de prédire scientifiquement ce qui va arriver, tant les choses sont interconnectées et complexes. Si l'on prend la question de l'effondrement au sérieux, il faut alors reconnaître qu'il est en train d'avoir lieu, en ce moment même, sous nos yeux : le climat se dérègle, le niveau des océans monte et la biodiversité s'effrite à une allure dramatique. Des populations entières sont déjà sur les routes pour fuir la sécheresse, les inondations ou les catastrophes naturelles. Et pourtant, rien ne change. Le processus d'effondrement n'est pas brutal : il est progressif et met en œuvre un grand nombre de processus complexes et variables. Il implique des dégradations lentes et d'autres plus rapides, de multiples formes de décomposition et de dégradation progressives qui ne sautent pas forcément aux yeux des citoyens occidentaux privilégiés. Quand ces derniers seront massivement concernés, il sera trop tard pour agir.

Si je ne nie pas l'efficacité du discours des collapsologues et que j'en partage les présupposés, **mon travail se situe sur un autre plan, celui de la pensée normative et politique** : je me place sur le terrain des avantages sociaux, psychologiques, écologiques et civilisationnels que nous pourrions tirer d'un changement de société. J'essaie de montrer que l'avènement d'une ère nouvelle est non seulement nécessaire mais aussi souhaitable. En d'autres termes, même si la finitude des ressources et l'état de la planète ne nous obligeaient pas à changer nos modes de production et de consommation, il serait quand même souhaitable de le faire et ce, dans la mesure où la transition écologique, sociale et politique que j'appelle de mes vœux offre des perspectives d'avenir meilleures tant du point de vue de la soutenabilité que du bien-être des individus et des communautés. Des secteurs entiers de l'économie tels que les énergies renouvelables, l'agriculture biologique, l'éducation, la santé publique, le recyclage, la protection, la restauration de la nature, etc. seraient favorisés au détriment de secteurs inutiles et

destructeurs tels que les énergies fossiles, le luxe, la mode, les industries de l'armement, le nucléaire, la publicité, la com' ou le marketing (décroissance ciblée). L'économie serait à nouveau mise au service du bien-être des populations, de la justice sociale et écologique au lieu de servir les intérêts de quelques-uns.

La transition écologique et sociale sera solidaire ou ne sera pas. Elle passera par la réduction du temps de travail, l'allocation d'un revenu universel, la mise en place d'un service civil social et écologique, un droit à l'éducation pour la vie et des programmes anti-pauvreté. Il s'agira de diminuer notre empreinte sur l'environnement non pas parce que nous y sommes obligés par des désastres (comme c'est le cas aujourd'hui avec la crise sanitaire que nous traversons) mais par choix réfléchi et collectivement consenti, en planifiant notre descente. D'où la **nécessité d'une planification écologique**. La promesse n'est pas celle d'un monde plus barbare, plus militarisé, plus autoritaire et plus compétitif – c'est là l'horizon des sociétés néolibérales – mais celui d'un monde plus humaniste, fondé sur des idéaux de solidarité, de liberté et de partage. Nous avons tout à gagner à abandonner le modèle mortifère – voire « anthropophage » comme le dit Anselm Jappe - qui nous conduit aujourd'hui dans l'impasse. Nous avons tout à gagner à embrasser un nouveau mode de vivre ensemble fondé sur la collaboration et le respect – y compris pour les autres espèces vivantes qui partagent notre destin terrestre.

- Qu'est-ce qui actuellement vous consterne ?

Beaucoup de choses me consternent. Je serais donc brève sur ce sujet au risque, sinon, d'écrire un véritable mémoire. Ce qui me consterne le plus, c'est la **perte totale de bon sens chez les individus qui nous gouvernent, de ceux qui pensent que l'on peut indéfiniment privilégier le profit économique de quelques-uns au détriment du bien-être du plus grand nombre et du bien commun** (à rebours, donc, des idéaux républicains). Je suis consternée par la **tournure néolibérale et autoritaire de l'Union européenne** et son mépris affichée pour les peuples (en témoigne le pouvoir très réduit donné au parlement européen). Le choix récent du gestionnaire d'actifs Blackrock, qui détient des parts dans les plus grandes compagnies pétrolières et les plus grandes banques du monde, par la Commission européenne pour établir un rapport sur

l'intégration des facteurs environnementaux et sociaux dans la supervision des banques européennes me paraît absolument aberrant. Comme l'ironise *Marianne* (art. Du 13/04/2020), c'est comme si l'on demandait à Bernard Arnault de réaliser une étude sur la façon de répartir moins inégalement les richesses. Comme le faisait dire Audiard à l'un de ses personnages : « Un con ça ose tout. C'est même à ça qu'on le reconnaît ».

- Qu'est-ce qui actuellement vous inspire ?

Les combats des peuples indigènes ou encore des « peuples racines » pour la défense de leurs terres et de leurs ressources constitue pour moi une grande source d'inspiration. Ces peuples nous donnent à voir d'autres modèles de société plus respectueux de la nature et de la communauté humaine. Les mouvements indigènes sont partout en première ligne dans le monde pour faire reconnaître leurs droits, leurs cultures et leurs savoirs ancestraux. En Australie, les aborigènes, qui savaient comment prévenir les feux de forêt commencent à être de nouveau écoutés. On s'ouvre à nouveau à leurs connaissances millénaires qu'on a, à tort, méprisées et considérées comme dénuées de valeur. Que ce soit en Inde, en Amérique du sud, en Océanie ou en Afrique, les paysans, les populations locales et les communautés indigènes se mobilisent avec courage pour défendre leurs terres et leur culture contre les multinationales pétrolières et les entreprises minières. En tant que première victimes de l'expansion destructrice du capitalisme néolibéral, ces mouvements sont au cœur de la lutte pour l'environnement et constituent, à ce titre, un modèle de résistance dont nous gagnerions à nous s'inspirer.

- Êtes-vous optimiste pour la suite ?

Oui, et non. La crise actuelle peut mener au pire comme au meilleur. Elle peut entraîner une remise en question profonde de nos modes de vie hyper-mondialisés et interconnectés, de notre dépendance vis-à-vis de la Chine et d'autres pays pour la production de biens de première nécessité (comme les médicaments). Cela pourrait donc nous pousser à relocaliser nos productions, surtout alimentaires et à réindustrialiser notre pays. Cela pourrait également entraîner une remise en question des choix gouvernementaux qui sont faits depuis des années en faveur de la réduction des budgets publics (santé, éducation, etc.) et pourquoi pas insuffler

une réflexion sur le revenu universel.

D'un autre côté, comme on l'a vu après la crise de 2008, l'État pourra se servir du prétexte des déficits budgétaires pour détruire encore davantage les services publics et le droit du travail, suivant la ligne néolibérale qui est la sienne. L'horizon d'un pouvoir de plus en plus autoritaire se profile également – et la Ve république donne beaucoup de latitude en ce domaine. À moins d'une mobilisation massive et d'un engagement des citoyens en faveur du changement, c'est la deuxième option qui l'emportera.

*Exemple inspiré de la thèse de Stéphanie Böde (1993)

LE TERRI